



La mobilisation électorale

Anne Muxel

► **To cite this version:**

| Anne Muxel. La mobilisation électorale. 2007. <hal-01063725>

HAL Id: hal-01063725

<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-01063725>

Submitted on 12 Sep 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

CEVIPOF


CENTRE DE RECHERCHES POLITIQUES DE SCIENCES PO

Le Panel Électoral Français 2007

1^{re} vague – 29 mars - 21 avril 2007

La mobilisation électorale

Anne MUXEL

Les données du PEF 2006-2007 ont été produites par le CEVIPOF avec le soutien du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire. Le PEF 2006-2007 se déroule en cinq vagues de mars – avril à juin 2007.

Les données seront déposées au Centre de données socio-politiques de Sciences Po.

LA MOBILISATION ÉLECTORALE

Anne MUXEL

Depuis une bonne vingtaine d'années, la montée régulière de l'abstention quels que soient les types de scrutin ainsi que la diffusion d'un vote protestataire favorisant les partis hors système et extrémistes au détriment des grands partis de gouvernement, rappelaient à chaque élection le divorce des Français avec la politique. Le contraste entre les premiers tours de 2002 et 2007 est fort, et à défaut d'entériner l'imprévisibilité d'un tempérament marqué par la passion politique, il faut y voir l'expression d'une forme particulière d'alternance, passant de la protestation à la légitimation du système politique, l'une comme l'autre signant une demande de politique. Le séisme électoral du 21 avril 2002 avait marqué le point d'orgue du profond malaise politique et social ressenti par les électeurs. Plus d'un électeur sur deux (53%) avait alors choisi un petit candidat, et l'abstention atteignait un record pour une présidentielle (28,4%).

Cinq ans après, les résultats du premier tour de scrutin de cette présidentielle 2007 donnent à voir un tout autre visage de la France électorale. Cette fois, c'est une large majorité qui choisit dès le premier tour l'un des deux grands candidats (57%), et la mobilisation électorale est forte, 83,7%, retrouvant un taux inégalé depuis longtemps. Il faut remonter au premier tour de l'élection présidentielle de 1974 pour trouver un taux d'abstention équivalent, 15,7% soit 0,5% de moins que cette fois-ci (16,2%). Cette inversion de tendance indique sinon une franche réconciliation en tout cas la fin d'un cycle politique associé au mitterrandisme et au chiraquisme, au cours duquel le lit d'un abstentionnisme à la fois sociologique et politique s'était peu à peu creusé, signant l'installation d'une profonde crise de la représentation politique.

La mobilisation électorale du 22 avril confirme l'intérêt particulier des Français et leur forte volonté de participer à l'élection mis en évidence par les enquêtes du Baromètre Politique Français jusque dans la première vague du Panel Electoral réalisée au début du mois d'avril 2007. Déjà en décembre 2006, 54% des Français considéraient que la campagne telle qu'elle se déroulait leur donnait envie d'aller voter et 97% déclaraient leur intention d'aller voter au premier tour. Dans les premiers jours d'avril, 51% des Français suivent la campagne électorale tous les jours ou

presque, 95% disent avoir l'intention d'aller voter au premier tour et 96% au second tour. Toutes les conditions d'une solide mobilisation électorale semblent réunies. L'intérêt pour l'élection atteint un record inégalé entre les deux tours : neuf Français sur dix (89%) selon le dernier Baromètre TNS Sofres.

Il faut voir dans ces résultats la conjugaison de plusieurs éléments.

Tout d'abord les principaux candidats ont réussi à confirmer une image renouvelée de la compétition comme de la fonction présidentielle. Nicolas Sarkozy, Ségolène Royal et François Bayrou ont chacun à leur manière défendu une posture de rupture, d'autonomie et d'implication personnelle. L'intérêt exprimé par les Français tout au long d'une campagne électorale pourtant longue est en partie lié à leur bonne réceptivité à ces nouvelles figures politiques.

La mémoire du 21 avril 2002 a sans doute aussi compté. La réduction drastique de la tentation abstentionniste (-13 points) doit au souvenir des conséquences d'un défaut de participation. La leçon des risques encourus par la dispersion des voix, notamment à gauche a aussi été entendue. Les faibles scores des candidats de la gauche non socialiste, à l'exception des suffrages collectés par Olivier Besancenot qui maintient son score par rapport à 2002 (4,3% contre 4,2%), s'expliquent aussi par un vote utile qui s'est reporté sur Ségolène Royal.

Enfin, les trois candidats arrivés en tête, chacun à leur manière ont su récupérer une partie de la protestation et du mécontentement politique, et s'étant assez largement exprimé aussi au travers d'un abstentionnisme sanctionnant les partis de gouvernement et les principaux responsables de l'exécutif. Nicolas Sarkozy a réussi le pari de ramener dans le giron républicain une partie des électeurs du Front National. Ségolène Royal a convaincu des électeurs qui avaient fait défaut à Lionel Jospin en 2002 et connaît un score de 10 points supérieur à ce dernier. Enfin, François Bayrou a su aussi attirer à lui les mécontents du système politique et un certain nombre de ceux qui faisaient le pari d'un renouveau.

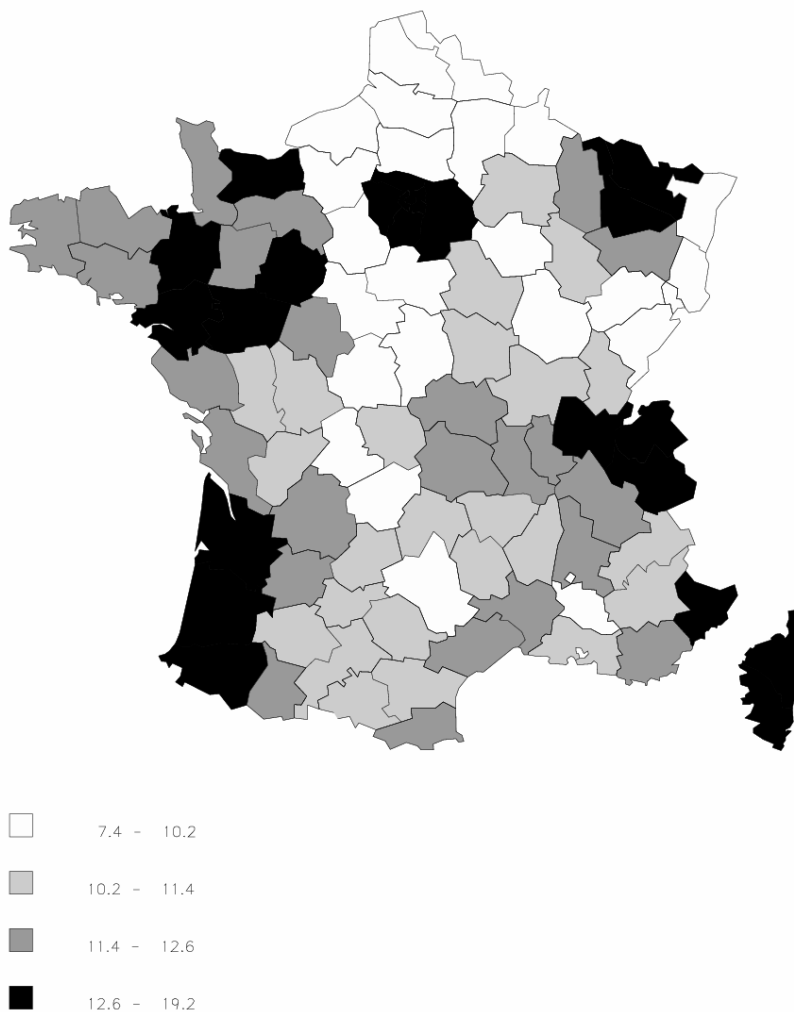
I. L'ENVERS DE 2002 ET UN SURSAUT DE PARTICIPATION GENERALISE

1) Une France largement mobilisée par rapport à 2002

La participation progresse donc de 12,2 points par rapport au premier tour du scrutin 2002 et cette progression se remarque dans toutes les régions. Toutefois certains territoires connaissent une poussée nettement plus significative que d'autres, et tout particulièrement sur les

façades Ouest et Est où certains départements enregistrent un différentiel de participation supérieur à la moyenne. C'est le cas de la Gironde, des Landes, des Pyrénées-Atlantique au Sud Ouest, de l'Ile et Vilaine, de la Sarthe, du Maine et Loire dans l'Ouest intérieur ou encore de la Loire-Atlantique. A l'Est, la poussée de participation est particulièrement forte en Moselle, dans l'Ain, dans le Rhône, en Savoie et en Haute-Savoie, ainsi que dans les Alpes Maritimes et en Corse.

L'EVOLUTION DE L'ABSTENTION ENTRE 2002 ET 2007



La mobilisation électorale concerne des terres de culture politique différentes. Elle est sensible aussi bien dans des régions telles que le Sud-Ouest et l'Aquitaine marquées par une allégeance traditionnelle à la gauche que dans les régions de l'Ouest-intérieur plus ancrées à droite.

Elle touche aussi des territoires sociologiquement différents. La poussée est forte dans des régions disposant d'un fort potentiel de cadres telles que la Région Rhône-Alpes ou Paris et la couronne parisienne, mais elle aussi particulièrement visible dans des régions plus populaires telles que la Moselle.

La mobilisation électorale s'est donc étendue à la France dans son entier.

2) Une réduction de l'abstention qui touche tous les segments de la société

La mobilisation électorale concerne toute la population, et l'augmentation de la participation par rapport à 2002 touche l'ensemble du tissu social. Toutefois des écarts significatifs révèlent une poussée différentielle selon certaines catégories.

Tableau 1. :
Evolution de la sociologie des abstentionnistes entre 2002 et 2007

	Abstentionnistes 2002	Abstentionnistes 2007	Ecart 2007/2002
Sexe			
Hommes	28	18	-10
Femmes	31	16	-15
Âge			
18-24 ans	34	20	-14
25-34 ans	34	22	-12
35-49 ans	29	18	-11
50-64 ans	26	12	-14
65 ans et plus	29	12	-17
Profession			
Agriculteurs	31	12	-19
Artisans, commerçants	31	19	-12
Professions libérales, cadres sup.	30	10	-20
Professions intermédiaires	30	11	-19
Employés	33	19	-14
Ouvriers	28	20	-8
Statut			
Salariés du privé	29	18	-11
Salariés du public	29	13	-16
Indépendants	32	13	-19
Chômeurs	30	25	-5
Étudiants	28	12	-16
Diplôme			
Sans diplôme, certificat d'études	33	19	-14
BEPC CAP BEP	31	18	-13
Baccalauréat	28	14	-14
Bac+2	27	16	-11
Enseignement supérieur	27	9	-18
ENSEMBLE	28,4%	16,2%	-12,2

La réduction de l'abstention a concerné davantage encore les femmes que les hommes, mais aussi l'électorat âgé. Si les jeunes apparaissent nettement moins abstentionnistes qu'en 2002, ils ne sont pas les plus participationnistes à ce tour d'élection. C'est parmi les 65 ans et plus que la remobilisation électorale est la plus sensible (-17 points d'abstention par rapport à 2002).

Le sursaut de participation électorale a concerné toutes les catégories professionnelles, mais davantage encore les agriculteurs, les cadres supérieurs et les professions intermédiaires. En revanche, la mobilisation électorale des ouvriers par rapport à 2002 est sensible mais nettement moins forte que dans les autres catégories (-8 points d'abstention). Les salariés du public sont un peu plus nombreux que les salariés du privé à retrouver le chemin des urnes. Les chômeurs se distinguent par un niveau d'abstention toujours plus élevé et qui ne s'est que relativement peu réduit depuis 2002.

Dernier point notable, la forte réduction de l'abstention au sein des catégories les plus diplômées (-18 points). Le déficit de votants au scrutin du 21 avril 2002 avait mis en évidence la part d'un abstentionnisme politique et de protestation, émanant de segments de l'électorat relativement diplômés et politisés. En 2007, les diplômés de l'enseignement supérieur témoignent d'une participation très nettement supérieure au score pourtant déjà élevé enregistré dans l'ensemble de la population.

3) Une réduction de l'abstention qui concerne toutes les sensibilités politiques

Tableau 2 :
Evolution des caractéristiques politiques des abstentionnistes entre 2002 et 2007

	Abstentionnistes 2002	Abstentionnistes 2007	Ecart 2007/2002
Intérêt politique :			
Beaucoup	18	8	-10
Assez	23	11	-12
Peu	34	21	-13
Pas du tout	56	32	-24
Proximité partisane :			
Extrême Gauche	33	18	-15
Parti Communiste	25	12	-13
Parti Socialiste	28	13	-15
Les Verts	38	25	-13
UDF	18	15	-3
UMP (RPR)	26	11	-15
FN, MNR	18	14	-4
Aucun parti	65	27	-38
Positionnement politique :			
Gauche	27	14	-13
Droite	24	12	-12
Ni gauche ni droite	38	24	-14
ENSEMBLE	28,4%	16,2%	-12,2

Panel Electoral Français 2002 et 2007

La poussée de la participation a assez largement débordé le seul cadre d'un électorat politisé. Si l'on compte toujours plus d'abstentionnistes parmi les Français qui déclarent ne pas s'intéresser à la politique, l'élection 2007, contrairement à celle de 2002, a mobilisé des électeurs déclarant pourtant ne pas s'intéresser du tout à la politique. La part des abstentionnistes en leur sein s'est réduite de – 24 points. Le premier tour de scrutin a aussi mobilisé en plus grand nombre des électeurs sans proximité partisane. La part des abstentionnistes ne se sentant proches d'aucun parti s'est réduite en cinq ans de -38 points.

La participation progresse dans des proportions similaires aussi bien parmi l'électorat de gauche, de droite et ni de gauche ni de droite.

Toutes les familles politiques enregistrent une remobilisation de leur électorat potentiel. Même parmi les sympathisants des Verts qui sont en 2002 comme en 2007 davantage concernés par l'abstention, la part des abstentionnistes se réduit dans une proportion équivalente à celle du reste de l'électorat. En 2002 comme en 2007, ce sont les électeurs proches de l'UDF et du FN qui sont les plus participationnistes.

II. LES ABSTENTIONNISTES DU 22 AVRIL 2007 : LEURS CARACTERISTIQUES SOCIOLOGIQUES ET POLITIQUES

1. Le rappel d'un abstentionnisme sociologique

La hausse de la participation est sensible dans toutes les catégories de la population. Toutefois certains écarts révèlent des inflexions significatives dans l'élan électoral du 22 avril 2007.

Le premier concerne le différentiel de participation des plus jeunes électeurs. Certes les 18-24 ans ont été nettement moins abstentionnistes à ce tour de scrutin qu'en 2002 (22% contre 34% soit 12 points de moins), mais ils se sont moins mobilisés que leurs aînés (- 7 points). Cela mérite d'être noté au vu de ce qui était annoncé. On compte 19% d'abstentionnistes parmi les étudiants. Le scrutin a davantage concerné les 25-34 ans, probablement plus marqués que les autres tranches d'âge par le souvenir du 21 avril 2002 et par les conséquences de l'abstention. Cela mérite d'être souligné car habituellement cette tranche d'âge est plutôt plus abstentionniste et présente les traits d'un « moratoire électoral » caractéristique d'un décrochage politique propre à cette période de la vie.

A l'autre bout de l'échelle des âges, les plus de 70 ans, se sont aussi moins mobilisés.

Si l'on n'observe aucune différence entre les hommes et les femmes dans leur ensemble, en revanche l'âge introduit des différenciations significatives. Les jeunes hommes de moins de 35 ans se sont davantage abstenus ainsi que les femmes de 60 ans et plus. Les femmes de moins de 35 ans ont été particulièrement mobilisées.

Autre écart significatif, celui qui confirme la persistance d'un abstentionnisme sociologique, lié aux conditions d'insertion sociale et au niveau de diplôme. Les chômeurs mais aussi les non diplômés, sont plus nombreux à rester en dehors de la décision électorale (respectivement 28%, soit 13 points de plus que la moyenne).

Si la hausse de la participation électorale concerne toutes les catégories socio-professionnelles, elle reste plus élevée parmi les agriculteurs mais aussi parmi les cadres supérieurs et les professions libérales. On remarquera une mobilisation électorale un peu en retrait au sein des catégories artisans et commerçants.

Enfin, c'est dans les catégories d'agglomération moyennes, de 20.000 à 100.000 habitants que la participation électorale a été la moins importante.

Tableau 3 :
*La sociologie des abstentionnistes du 22 avril 2007**

	Abstentionnistes 15,4 %	Votants 84,6 %
Sexe		
Hommes	15	85
Femmes	16	84
Âge		
18-24 ans	22	78
25-34 ans	10	90
35-44 ans	12	88
45-59 ans	17	83
60-69 ans	13	87
70 ans et plus	20	80
Hommes moins de 35 ans	19	81
Femmes moins de 35 ans	11	89
Hommes de 60 ans et plus	9	91
Femmes de 60 ans et plus	23	77
Profession		
Agriculteurs	7	93
Artisans, commerçants	18	82
Professions libérales, cadres sup.	5	95
Professions intermédiaires	12	88
Employés	16	84
Ouvriers	17	83
Statut		
Salariés du privé	12	88
Salariés du public	13	87
Indépendants	15	85
Chômeurs	28	72
Étudiants	19	81
Retraités	18	82
Diplôme		
Pas de diplôme	28	72
Enseignement supérieur	7	93
Catégorie d'agglomération		
Rural	17	83
Moins de 20 000 hab.	14	86
De 20 000 à 100 000 hab.	21	79
Plus de 100 000 hab.	14	86
Agglomération parisienne	12	88

* Données IPSOS 23/04/2007

2) Des abstentionnistes hors du jeu politique

Les attitudes et les comportements politiques des abstentionnistes du 22 avril 2007 présentent les caractéristiques d'un abstentionnisme hors du jeu politique. Comparés aux votants, les 15% de Français qui sont restés en dehors de la décision électorale n'ont pas les mêmes dispositions à l'égard de la politique et ont un lien avec cette sphère d'activité et de préoccupation nettement plus distant.

Ils manifestent moins d'intérêt pour la politique et pour la campagne électorale et attendent moins de l'élection. Seuls 26% d'entre eux croient en une amélioration des choses grâce à l'élection (45% des votants). Leur défiance à l'égard du système politique est encore plus importante que celle des votants. 70% ne font confiance ni à la droite ni à la gauche pour gouverner (52% des votants).

Ils sont nombreux à rester de façon systématique en dehors de la participation électorale. 38% votent rarement ou jamais. Et ils sont aussi nettement plus en retrait de toute autre forme de participation politique, y compris protestataire. Ils sont moins nombreux que les votants à déclarer qu'ils seraient prêts à participer à une manifestation pour défendre leurs idées (38% contre 47%).

Enfin, leur positionnement politique apparaît nettement moins affirmé. Près de la moitié d'entre eux ne se positionnent ni à gauche ni à droite (46% contre 28% des votants) et 43% ne sont proches d'aucun parti (18% seulement des votants).

On remarquera néanmoins, que bien que discutant moins fréquemment de l'élection avec leurs proches que les votants, ce sujet de conversation est bien présent dans le quotidien des abstentionnistes. Plus des deux tiers en parlent souvent et quelquefois (71%), un signe supplémentaire de la forte sensibilisation de l'opinion à cette campagne électorale.

Tableau 4 :*Les abstentionnistes comparés aux votants : leurs attitudes et leurs comportements politiques (%)*

	Abstentionnistes	Votants
Ont beaucoup ou assez d'intérêt pour la politique	34	49
Ont suivi la campagne tous les jours ou presque	34	50
Parlent de l'élection avec famille, amis et collègues		
- souvent	18	30
- quelquefois	53	48
- jamais	28	22
Croient en une amélioration des choses grâce à l'élection	26	45
N'ont confiance ni dans la gauche, ni dans la droite pour gouverner	70	52
Habituellement, votent à :		
- toutes les élections	32	48
- à presque toutes	30	30
- à quelques-unes ou à aucune	38	22
Ne se positionnent ni à gauche, ni à droite	46	28
Ne sont proches d'aucun parti	43	18
Seraient prêts à participer à une manifestation pour défendre leurs idées	38	47

Panel Electoral Français 2007, Vague 1

III. LE JEU DE L'ABSTENTION AU SECOND TOUR

A l'exception des premiers tours de 1965 et surtout de 1969, les seconds tours de l'élection présidentielle enregistrent toujours un surcroît de participation, important, comme en 1981 et en 2002 (respectivement +4,8 points et + 8,2 points), modéré comme en 1974, 3,1 points ou en 1988, +2,7 points, ou bien très ténu comme en 1995, 1,3 points. En sera-t-il de même cette fois-ci ?

Si le 6 mai prochain la mobilisation électorale connaît une hausse supplémentaire, se rapprochant du record de participation à un second tour atteint en 1974 (12,7% seulement d'abstention), il faudrait à la fois qu'un grand nombre d'abstentionnistes du 22 avril retrouve le chemin des urnes et que les reports des voix des électeurs du premier tour sur les deux candidats en lice se fassent sans transferts vers l'abstention importants.

C'est la conjugaison de ces deux hypothèses qui doit être examinée.

1. Le comportement électoral des abstentionnistes du premier tour

Si l'on rajoute à l'abstention (16,2%) la part des votes blancs et nuls (1,2%), le retrait de la décision électorale du premier tour a concerné 7.749.664 millions d'électeurs. C'est une proportion non négligeable qui peut peser sur le second tour du scrutin, et ce d'autant que près de six abstentionnistes sur dix (59%) au premier tour déclarent leur intention de participer au second. Bien sûr, la marge entre les intentions et les actes réels reste importante. Mais le rôle des abstentionnistes dans le second tour peut compter. Tentons de voir comment.

Interrogés sur leur intention de vote au second tour, les électeurs restés en retrait de la décision électorale au premier tour réitèrent d'abord ce même choix (47%). Il en reste une moitié (53%) qui se départage entre les deux candidats, mais au bénéfice de Ségolène Royal. Celle-ci est créditée de 32% d'intentions de vote tandis que Nicolas Sarkozy n'en recueille que 21%.

La candidate socialiste semble donc disposer parmi les abstentionnistes du premier tour d'une réserve de voix qui la favoriserait davantage que le candidat de l'UMP.

2. Les reports vers l'abstention des électeurs du premier tour

Le transfert des voix entre les deux tours de scrutin est l'une des clés du scrutin du 6 mai, et dans certains électors, notamment celui de Bayrou, l'alternative de l'abstention est particulièrement envisagée et peut peser.

Ont voté au premier tour :	Intention de s'abstenir au second tour
Gérard Schivardi	50%
Arlette Laguiller	36%
Olivier Besancenot	22%
José Bové	16%
Marie-Georges Buffet	22%
Ségolène Royal	4%
Dominique Voynet	22%
Frédéric Nihous	30%
François Bayrou	23%
Nicolas Sarkozy	4%
Philippe de Villiers	20%
Jean-Marie Le Pen	25%

Excepté pour les électeurs ayant choisi Ségolène Royal ou Nicolas Sarkozy dès le premier tour qui reconfirment dans leur quasi totalité leur choix au second tour, la tentation abstentionniste reste significative dans la plupart des électors. Et sans nul doute un volant d'abstention, pouvant concerner entre deux et trois électeurs s'étant portés sur un autre candidat que les finalistes, pèsera sur le second tour. Selon les scores recueillis par les différentes forces politiques et les masses électorales concernées, cela ne pèsera pas bien sûr du même poids. La tentation de l'abstention des électeurs de François Bayrou représente un déficit de voix particulièrement important pour les deux candidats en lice, plus d'un million et demi ; celle qui tarabuste l'électorat du Front National, un peu plus de 900.000 voix ; enfin celle de l'extrême-gauche un peu plus de 500.000 voix.

A la veille de ce second tour de scrutin présidentiel, ces différents indices laissent présager que les jeux et les recompositions de l'abstention au second tour ne seront pas sans compter.

Anne MUXEL